



MOTION DEPOSEE PAR LES REPRESENTANTS DE SUD TRESOR AU CTPL DU 21 MARS 2008

A l'occasion du CTPL du 21 mars 2008 , nous voulons nous exprimer quant aux différents points de l'ordre du jour proposé :

Actualité du réseau :

- **Projet d'extension des locaux d'ARLES SUR TECH** : la Direction nous communique un simple plan qui laisse entrevoir un projet d'extension de 10 M2 alors que le recensement des besoins en locaux compte tenu du nombre d'agents actuellement dans ce poste (7) nécessite un agrandissement largement supérieur
- Le CHS a-t-il été consulté et quel est son avis sur le sujet ?

- **Perspective de SIP sur PERPIGNAN avenue de la Côte Vermeille avec WILSON et CABESTANY :**

Sur ce point de l'ordre du jour aucun document préparatoire n'est joint : parallèlement nous apprenons que des brigades des Impôts actuellement à l'HDI Côte Vermeille seraient affectées à la Trésorerie WILSON. Nous avons déjà alerté les Directions locales sur l'impossibilité du 1^{er} projet de fusion regroupant CABESTANY à WILSON car l'affluence du public serait ingérable . Le 2eme projet qui nous est proposé aujourd'hui pose des problèmes de même nature et transformera l'HDI en poudrière si l'on regroupe 3 implantations sur le même site avec les mêmes échéances, et un public déjà difficile à recevoir en temps normal. (entre 1600 à 1800 personnes par jour rien que pour la DGI) A cela se rajouteraient le public de WILSON et de CABESTANY.

Ce projet en l'état est irréaliste sans extension des locaux, sans parkings supplémentaires pour le public et les agents, sans modification de la circulation routière de l'avenue de la Côte Vermeille et du quartier aux alentours.

Perspective de SIP à CERET. : les documents préparatoires sont surprenants : d'une part une lettre de la DGCP et de la DSF demandant l'étude d'un projet d'Hôtel des Finances à CERET qui regrouperait l'HDI actuel et la Trésorerie mixte dans le souci d'économiser le loyer d'un local, d'autre part une proposition de la Direction locale de création d'un SIP

(En clair, le transfert d'un ou de deux agents du Trésor vers les Impôts) . Que deviennent les agents du secteur communal de la Trésorerie de CERET ? Restent-ils dans les locaux de la Trésorerie où iraient-ils dans d'autres locaux ?

- **Situation immobilière d'Ille sur Têt** : nous apprenons qu'une extension des locaux d'ILLE est prévue sans autre précision . Renseignements pris ici ou là nous apprenons qu'il s'agirait d'y installer les agents de la Trésorerie de VINCA . Est-il question maintenant de fermer aussi cette Trésorerie ? Encore une fois un plan des locaux et des m2 recensés sans aucune explication .

- **Budget** : Malgré une baisse de 3 % du budget 2008 par rapport à 2007, nous constatons que les moyens financiers restent importants mais il sont financés par les suppressions d'emplois (une trentaine d'agent en 3 ans) et la suppression de plusieurs trésoreries . Alors que les effectifs baissent et que le réseau de proximité est attaqué, nous condamnons ce budget local (et national) qui gaspille l'argent public en remplaçant des hommes et des femmes par du matériel, des machines et des équipements souvent trop luxueux voire superflus .

- Redéploiement des emplois des catégories B et C au titre de la loi de finances 2008 :

Cette année encore, il y a 970 suppressions d'emplois au niveau national (- 1460 emplois de C pour 490 transformations de C en B) encore 8 suppressions nettes pour notre département (- 10 C + 2 transformations d'emplois de C en B). Cette année encore on nous propose de cautionner la pénurie, de la répartir et d'accepter les suppressions d'emplois et les transferts d'un poste à l'autre alors que tous sont réellement déficitaires. L'ORE cette année encore est un LEURRE ! Il n'est aucunement représentative des charges de travail qui pèsent sur les postes, elle sous estime certaines missions pour des raisons politiques et ne sert qu'à justifier des suppressions massives d'emplois. Nous revendiquons quant à nous des emplois et un plan pluriannuel de recrutement basé sur une doctrine d'emploi comportant 1/3 de C , 1/3 de B , 1/3 de A et le doublement des promotions annoncées dans la fusion.

Ce CTPL se tient dans le contexte de la Révision Générale des Politiques Publiques qui s'attaque de plein fouet à tous les acquis de la Fonction Publique . Dans ce cadre là, la fusion Impôts –Trésor partie intégrante de la RGPP inquiète l'ensemble des personnels quant à l'avenir de leurs emplois, de leurs carrières, de leurs rémunérations, de leurs résidences et de leur futur statut.

Alors que la Direction Générale des Finances Publiques vient d'être proclamée, que les directions locales unifiées doivent commencer à se mettre en place dès le 1^{er} septembre, que des transferts de personnels devraient être effectués , les ordres et les contre ordres, les rumeurs de toute nature se multiplient , aucune formation professionnelle des agents des deux Directions ne semble avoir été prévue et ce flou (savamment entretenu ?) empoisonne l'atmosphère des services.

Pour toutes ces raisons, les Syndicats SNUI, SUD Trésor, et la CGT appellent à une journée d'action et de grève jeudi 27 mars dans tous les départements .

Pour une augmentation pérenne et immédiate de 80 € par mois pour tous : doublement de l'IMT + 60 € par mois, alignement immédiat de tous les agents des Finances sur la situation la plus favorable (Impôts ou Trésor selon les catégories) et augmentation de 6 points d'ACF par an soit 240 € par an.

Voici la motion qui a été déposée par vos élus SUD-TRESOR lors du dernier CTPL.

Nous vous donnons rendez-vous le 27 mars à 9h30
devant la Direction des Services Fiscaux, 16bis, cours Lazare Escarguel.